

Le Travailleur

du Verre & de la Céramique

Le journal des syndiqué·e·s



**La lutte continue !
On ne lâchera rien !**





L'infection fasciste s'étend

Le gouvernement de Macron fait la courte échelle à l'extrême droite européenne

Hier comme aujourd'hui, les syndicalistes se doivent d'être dans l'action au quotidien contre la propagation des idées d'extrême droite.

Au quotidien, c'est-à-dire dans le cadre du travail, mais aussi au sein de nos cercles amicaux et familiaux, la bataille des idées est rude face aux mensonges et thèses conspirationnistes qui se développent dans un environnement de néolibéralisme violent, de pandémie mondiale et maintenant de guerre.

Il est vrai que ce gouvernement ne nous rend pas la tâche facile, puisque sous certaines formes, il emploie les mêmes méthodes autoritaires et antidémocratiques sans état d'âme contre le mouvement social. Gouverner contre son peuple et, plus largement, traiter les questions économiques et sociales contre ses intérêts ouvre la porte au néofascisme porté par les idées d'extrême droite.

Dans ce monde bouleversé par les conséquences du capitalisme, il ne faut pas perdre de vue certains repères déjà développés dans des articles précédents qui

démontre que les idées d'extrême droite ne sont pas du tout dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs. Il est donc important de se tourner vers l'international pour tenter de comprendre comment déjouer le piège de l'extrême droite à partir d'exemples concrets.

Des gouvernements de pays européens déjà dirigés par l'extrême droite !

Le 25 septembre dernier, Giorgia Meloni du parti postfasciste Fratelli d'Italia avait remporté les élections générales italiennes. Elle est donc devenue le 22 octobre présidente du Conseil, en coalition avec la Ligue, autre parti d'extrême droite dirigé par Matteo Salvini, et Forza Italia, formation conservatrice menée par l'ex-Premier ministre Silvio Berlusconi.

Depuis le 22 octobre, l'Italie a ainsi rejoint la Hongrie et la Pologne, les deux seuls pays de l'UE où l'extrême droite dirigeait déjà le gouvernement. En Hongrie, le Fidesz de Viktor Orbán est à la tête du pays depuis 2010. En avril 2022, le Premier ministre a été

reconduit pour un quatrième mandat consécutif.

Du côté de la Pologne, c'est le parti Droit et justice (PiS) qui gouverne depuis 2015. A compter de cette année et jusqu'en 2017, Beata Szydło menait l'exécutif, puis Mateusz Morawiecki lui a succédé jusqu'à maintenant. Le président de la République polonaise Andrzej Duda est également issu du parti ultraconservateur.



En Lettonie et en Slovaquie, l'extrême droite ne dirige pas les gouvernements mais en fait partie.

Dans la première, l'exécutif du conservateur Arturs Krišjānis Kariņš gouverne entre autres avec le parti Alliance nationale. Une formation politique nationale-conservatrice dont le discours est notamment très anti-immigration. Le parti Unité du Premier ministre est arrivé en tête des élections législatives du 1er octobre dernier, avec 19 % des voix. Le dirigeant a donc été reconduit dans ses fonctions, et celui-ci a de nouveau formé un gouvernement incluant Alliance nationale dans ses rangs.

En Slovaquie, Eduard Heger (OĽaNO, centre droit) compte dans son exécutif la formation

Nous sommes une famille, un parti de droite radicale populiste.

En Suède enfin, le parti des Démocrates de Suède (SD), fondé par des nationalistes dont des néonazis et mené par Jimmie Åkesson, soutient le gouvernement sans y participer. Ce qui signifie qu'il vote les lois proposées par l'exécutif et contribue à la définition de sa ligne politique, mais qu'aucun·e des ministres n'est issu·e de ses rangs.

Et en France ...

On laisse défilé en plein Paris des fachos d'extrême droite cagoulés et on tabasse les contestataires à la réforme des retraites...

Il y a un deux poids deux mesures de la part du gouvernement et du patronat avec une répression syndicale de plus en plus inquiétante, c'est par la voix du ministre de l'intérieur qu'elle se manifeste le plus souvent. G. Darmanin n'en finit plus de faire des parallèles entre extrême gauche et extrême droite. Notre Fédération refuse de faire l'amalgame, les frontières entre les organisations républicaines et l'extrême droite doivent être étanches aux manœuvres politiciennes aux risques d'entraîner le pire dans un avenir proche.

Car c'est bien là le cœur de la stratégie de ce gouvernement : être la seule offre politique républicaine contre l'extrême droite aux prochaines échéances électorales.

Mettre dos à dos l'extrême droite et l'extrême gauche contribue à la banalisation très inquiétante des idées fascistes pensant que quoi qu'il arrive, le front républicain l'emportera...

Voilà encore une preuve de l'irresponsabilité de notre Président et de son gouvernement, ils sont prêts à tout utiliser pour développer leur politique néolibérale.

Pour le patronat, l'histoire a montré qu'il a fait son choix et que celui-ci ne s'est jamais tourné vers le camp du progrès social.

Partout où l'extrême droite est arrivée au pouvoir, elle a fait suite à des situations de crises sociales majeures, elle joue la partition de l'opportunisme et de la démagogie pour aller chercher le vote populaire. Cependant, au-delà des slogans affichés qui peuvent apparaître comme sociaux, rien ne remet en cause les inégalités en pleine expansion dans la société française.

Nos syndicats, nos syndiqués doivent se convaincre et convaincre le monde du travail que l'extrême droite n'est pas une solution ou une alternative contre le capitalisme, bien au contraire, elle porte en elle la haine du progrès social et l'émancipation des travailleurs.



